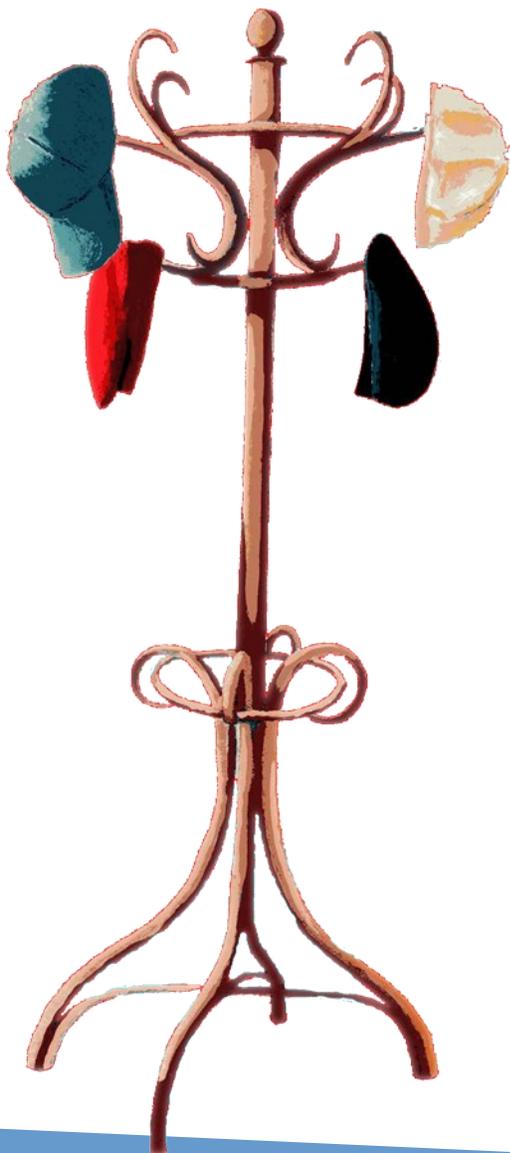


ROJAAQ



Rapport d'activités 2015-2016

Table des matières

Le ROJAQ et son mandat.....	1
Déclaration de principes des organismes de justice alternative membres du ROJAQ.....	1
Mot du président.....	2
Mot du directeur	3
Le bilan des activités du CA	4
Soutien aux comités.....	5
<i>Travaux communautaires et travaux</i>	
<i>bénévoles.....</i>	<i>5</i>
<i>DHS et renvoi à un programme communautaire.....</i>	<i>6</i>
<i>Logiciel Vision.....</i>	<i>6</i>
<i>Financement.....</i>	<i>7</i>
<i>Passerelles.....</i>	<i>7</i>
<i>Médiation citoyenne.....</i>	<i>8</i>
<i>Groupe de formation.....</i>	<i>10</i>
<i>Unité d'accréditation.....</i>	<i>10</i>
<i>Recherche et évaluation.....</i>	<i>11</i>
<i>Justice alternative et image commune.....</i>	<i>11</i>
Événements.....	12
<i>Congrès et AGA 2015.....</i>	<i>12</i>
<i>Journées des directions.....</i>	<i>12</i>
Communication et données	13
Représentations.....	14
<i>Concertation et collaboration en bref.....</i>	<i>14</i>
<i>Au Québec</i>	<i>15</i>
<i>Au Canada.....</i>	<i>18</i>
<i>International</i>	<i>18</i>
Colloques et formations.....	19
Médias	20
Liste des membres.....	21
Liste des consultants et collaborateurs.....	22

Le mandat du ROJAQ

Le ROJAQ est une association provinciale à but non lucratif qui compte 23 organismes de justice alternative membres. Il poursuit les objectifs suivants :

- assurer et défendre l'existence, l'autonomie et le développement des organismes de justice alternative du Québec;
- promouvoir le développement de la médiation et des autres mécanismes alternatifs de résolution des litiges dans le domaine judiciaire;
- promouvoir le développement des projets de justice alternative;
- promouvoir la participation des citoyens dans l'administration de la justice;
- favoriser l'échange d'information et les échanges de services entre les organismes de justice alternative du Québec;
- favoriser le développement d'une réaction sociale empreinte de dignité pour les personnes victimes et les personnes contrevenantes tant au sein des projets communautaires que dans le domaine judiciaire.

Le mandat principal du regroupement consiste donc à représenter les membres dans les différents lieux où se discutent les orientations de justice et du financement qui doit lui être associé.

Le regroupement voit aussi à soutenir les organismes de justice alternative dans leur responsabilité à l'égard du programme de mesures extrajudiciaires et dans leurs activités dans le cadre de certaines ordonnances des Chambres de la jeunesse de nos tribunaux.

Le ROJAQ a également pour mandat de soutenir ses membres dans leurs activités de prévention de même que les initiatives locales de traitement non judiciaire de situation litigieuse que sont, entre autres, les expériences de médiation de quartier, de médiation sociale et de boutiques de droit. Il se donne également le mandat de promouvoir l'objectif de réparation dans le système de justice.

Par conséquent, le ROJAQ s'implique dans la formation et la recherche touchant aux activités des organismes de justice alternative et les domaines connexes.

Texte adopté à l'Assemblée générale annuelle de 2001

Déclaration de principes des organismes de justice alternative membres du ROJAQ

Les organismes de justice alternative s'inscrivent dans un mouvement de transformation sociale, en favorisant des rapports plus harmonieux entre les membres de la communauté.

En ce sens, nous considérons qu'en matière de gestion d'infractions, de litiges et de conflits, il est primordial que les personnes concernées participent le plus activement possible au processus de règlement dans le respect des droits et de la dignité de chacun.

Ce processus est mis en place dans une optique de réparation des torts et d'éducation, tant des personnes concernées que des membres de la communauté.

Mot du président

Pour ma part, cette année aura été marquée par des gestes ayant permis de mieux faire connaître le ROJAQ et les OJA membres dans la province, au Canada et ailleurs dans le monde. On a qu'à penser au Symposium national sur la justice réparatrice, aux représentations du ROJAQ, à la présence dans les médias, etc. En ce sens, nous pourrions sans doute profiter bientôt des fruits du travail du comité sur l'image commune.

Malgré les transformations dans le réseau de la santé et des services sociaux, qui ont pour effet de ralentir le rythme de certains travaux, le ROJAQ continue de faire des avancés. Le dossier du Programme de mesure de rechange est sur la bonne voie, les travaux sur les mesures de démarches de réparation/travail bénévole s'enrichissent, les travaux sur la mesure de développement des habiletés sociales se sont enclenchés, la question de la certification des médiateurs citoyens en lien avec le nouveau Code de procédure civile est traitée, etc.

J'en profite donc pour remercier les personnes œuvrant au sein des différents comités et du conseil d'administration. Vous êtes une quarantaine à vous investir afin de nous permettre tous d'avancer ensemble.

Je tiens à souligner la cohérence et la qualité de la communication, dont j'aime être le témoin, entre les 24 corporations. Ce sont des éléments qui contribuent à la force de notre réseau.

Pour terminer, merci à Mme Chantal Guilloffe et M. Serge Charbonneau pour leur dévouement et professionnalisme, nous pouvons compter sur vous!

Merci à toutes et à tous pour votre confiance!

*Pierre Marcoux
Président*

Membres du conseil d'administration

Président:	Pierre Marcoux, Le Pont (Sherbrooke)
Vice-président:	Jean Montambeault, Aux trois pivots (Trois-Rivières)
Secrétaire-trésorier:	Jean Laurent, Programme Impact (Pointe-Claire)
Administrateurs-trices:	Jean-Yves Bujold, Justice alternative Gaspésie-Sud (Maria) Isabelle Dupré, Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe) Suzie Martineau, Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)

Mot du directeur

Les transformations du réseau de la Santé et des services sociaux et plus particulièrement la disparition de l'Association des Centres jeunesse du Québec ont eu des répercussions importantes pour nos activités. En bref, les travaux d'harmonisation des services de nos réseaux se sont brusquement interrompus, laissant en chantier plusieurs projets. Toutefois, de notre côté, nous avons poursuivi dans notre intention de renouveler la pratique des sanctions de travaux communautaires et de développement des habiletés sociales. Les nouvelles pratiques de travaux communautaires sont maintenant en implantation et les acteurs du monde judiciaire (procureurs et magistrats) ont été sensibilisés à ces nouvelles pratiques. Les sanctions de développement des habiletés sociales sont maintenant à l'étude et nous comptons sur l'année en cours pour terminer la révision de ces pratiques.

Nos pratiques de médiation sont maintenant exportées à l'extérieur du Québec. Nous avons formé des praticiens français à la médiation pénale et nous avons également présenté nos procédures au Chili et au Brésil. La médiation citoyenne fait aussi objet d'intérêt, nous avons enseigné notre modèle à plusieurs associations francophones dans l'Ouest canadien. Ce secteur d'activité est en croissance constante et fait l'objet de couverture médiatique régulièrement. Ce développement n'a pas disposé de la nécessaire consolidation des pratiques de médiation citoyenne, nous pourrions compter sur un processus de certification des médiateurs non-salariés sous peu.

Nous avons également été un des principaux acteurs de l'organisation du 11e Symposium national sur la justice réparatrice. Nous avons déjà été l'hôte de ce symposium en 2007. Le symposium de novembre dernier a été le plus important symposium canadien de justice réparatrice à ce jour. Nous avons pu compter sur la collaboration de nos membres de la région de Québec et de l'Université de Laval. Ce symposium a marqué par la notoriété des conférenciers, la présence de la ministre de la Justice du Québec, de la directrice des poursuites criminelles et pénales, de conférenciers internationaux et d'une importante délégation française.

Ce qui a toutefois marqué encore davantage notre organisation consiste dans l'importante cohésion de notre réseau. Les vingt-trois membres actuels s'inscrivent de plus en plus dans une démarche d'harmonisation de pratiques, de valeurs et de développement. Nous entreprenons maintenant de revoir nos mécanismes de communication internes et externes. Nous avons pour projet de créer une image de marque accessible et représentative. Nous voulons que nos succès se répercutent dans chaque région du Québec et que notre projet de justice se développe en s'appuyant sur une véritable participation des personnes qui y recourent.

Serge Charbonneau
Directeur

Membres de l'équipe

Directeur:	Serge Charbonneau
Directrice adjointe:	Chantal Guillotte
Comptabilité:	Chantal Binette

Bilan des activités du conseil d'administration

Le conseil d'administration a tenu six (6) réunions régulières au cours de l'année : 13 et 14 mai 2015; 31 août et 1er septembre 2015 ; 22 et 23 octobre 2015, 10 et 11 décembre 2015; 26 janvier 2016 ainsi que 18 et 19 février 2016.

Au cours de ces séances, le conseil d'administration a traité et fait le suivi des dossiers suivants :

Gestion interne:

- * conditions de travail de la permanence;
- * évaluation des employés;
- * adoption des états financiers 2014-2015;
- * poste à pourvoir et nomination d'un exécutif;
- * prévisions budgétaires et suivi de l'état des revenus et des dépenses;
- * demande et suivi de subvention PSOC, entente MSSS et SAIC;
- * signature de la convention de soutien financier;
- * rôle du ROJAQ et mouvements sociaux.

Membres:

- * contacts avec les membres et soutien;
- * assurance collective;
- * organisation et bilan du congrès et de l'assemblée générale annuelle de mai 2015;
- * organisation et bilan des journées de direction de janvier 2016;
- * organisation du congrès et de l'assemblée générale annuelle de mai-juin 2016;
- * recension des autres activités des OJA et portrait financier.

Suivi des travaux des différents comités de travail :

- * comité médiation citoyenne;
- * comité Passerelles / justice alternative en milieu scolaire;
- * comité démarche de réparation et travaux bénévoles;
- * comité DHS (développement des habiletés sociales) et renvoi à un programme communautaire;
- * recherche et évaluation;
- * justice alternative et image commune;

- * comité financement;
- * groupe de formation;
- * unité d'accréditation;
- * comité logiciel Vision;
- * Site WEB

Suivi des représentations :

- * contacts avec le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- * contacts avec le ministère de la Justice, de la Sécurité publique et le Bureau des affaires jeunesse;
- * lettre électronique sur la médiation;
- * comité de suivi LSJPA;
- * comité intersectoriel et révision du programme de sanctions extrajudiciaires;
- * recherche ADAJ (accès au droit, accès à la justice);
- * symposium national sur la justice réparatrice;
- * comité consultatif de la direction de la prévention et de l'organisation policière;
- * le Fonds accès justice;
- * programme de mesure de rechange pour les adultes;
- * nouveau code de procédure civile;
- * Institut national de justice restaurative en France;
- * conférences au Chili et au Brésil;
- * présentation aux juges à la jeunesse;
- * commission parlementaire itinérante sur les agressions sexuelles;
- * échanges franco-québécois sur les dialogues;
- * commission des institutions, projet de loi 51;
- * revue Portes ouvertes de l'ASRSQ;
- * Faculté d'éducation permanente;
- * IMAQ;
- * médias;
- * AFPAD (Association des familles de personnes assassinées ou disparues);
- * Plaidoyer victimes;
- * Table ronde sur la justice participative;
- * Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale.

Soutien aux comités

Démarche de réparation et travaux bénévoles

Le mandat du comité pour cette année était de redonner la formation, finaliser les normes des pratiques, soutenir les membres du comité élargi, élaborer une formation de mise à jour et définir les normes de pratiques pour la mesure de dédommagement financier.

Cette année, le comité a tenu quatre rencontres régulières et trois conférences téléphoniques en comité élargi.

Une formation d'une journée a été donnée à tous les OJA le 26 mai 2015. Cette formation a aussi été redonnée le 18 novembre 2015 pour certaines personnes n'ayant pu assister à celle du mois de mai.

Dorénavant, le comité DRTB peut aussi s'appuyer sur un comité élargi constitué de 19 intervenants dont le mandat consiste à:

- expérimenter dans la pratique les nouvelles façons de faire en démarche de réparation et travaux bénévoles;
- partager leur expérimentation (bons coups, difficultés rencontrées, etc...) avec les membres du comité DRTB.

Comme fonctionnement, on retrouve ce qui suit:

- Chaque membre du comité DRTB a la responsabilité de contacter des membres du comité élargi afin de prendre connaissance des expérimentations réalisées, des bons coups et des difficultés rencontrées et de les soutenir, au besoin, dans leur expérimentation.
- Lors d'une rencontre DRTB, un partage des éléments ressortis lors de ces contacts est fait avec les autres membres du comité afin d'organiser un ordre du jour pour la conférence téléphonique qui se tiendra avec le comité élargi.
- Lors des conférences téléphoniques, les membres du comité élargi sont consultés sur des éléments précis ressortis et de l'information leur est présentée.

L'expérimentation effectuée en cours d'année permettra dans la prochaine année de bonifier le Guide de pratiques, d'élaborer une formation de mise à jour et de définir les pratiques pour la mesure de dédommagement financier.

Membres du comité

Alexandra Bélanger, *L'interface (Lévis)*
Anne Bouchard, *Aux Trois Pivots (Trois-Rivières)*
Julie Bouchard, *Commun Accord (Drummondville)*
Jo-Hanna Newnham, *Le Pont (Sherbrooke)*

Isabelle Jean, *Ressources Alternatives Rive-Sud (Longueuil)*
Renée-Claude Pichette, *L'Autre avenue (Québec)*
Serge Charbonneau et Chantal Guillotte, *ROJAQ*

Soutien aux comités

DHS et renvoi à un programme communautaire

Le mandat du comité pour cette année était de définir et de déterminer les objectifs de la mesure de DHS et de renvoi dans une perspective de justice alternative et d'élaborer l'offre de service.

Le comité s'est réuni à quatre reprises cette année. Au cours de ces rencontres, il a d'abord été question de la planification du travail. En premier lieu, il a été convenu de partager et d'accroître les connaissances relatives à ce domaine. Les tâches de lecture et de recherche ont été divisées et les moyens de partager ces informations ont été convenus. Maintenant des recherches portant particulièrement sur la notion de développement des habiletés sociales sont entreprises. Les échanges portent également sur le type d'activité de sensibilisation et de formation qui s'inscrit dans la mission des OJA.

Membres du comité

Emmanuel Blondin, *Volteface (Shawinigan)*
Mélanie Bourque, *Pacte Bois-Francs (Victoriaville)*
Précillia Brasseur Bélanger, *Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)*
Catherine Lapierre, *Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)*
Laurence Ragot, *L'Avenue justice alternative (Repentigny)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*

Logiciel Vision

Le mandat du comité pour cette année était d'apporter des améliorations à l'aspect gestion des médiations et des consultations victime dans le logiciel, à déterminer les autres améliorations pour cette année et demander le devis au programmeur.

Ce comité a tenu trois rencontres cette année.

Au mois d'avril 2015, une nouvelle version du logiciel a été acheminée aux OJA avec un document expliquant les principales modifications. Le comité a poursuivi ses travaux en ciblant des améliorations souhaitées, a obtenu un devis du programmeur et testera la nouvelle version qui devrait être disponible pour avril 2016.

Membres du comité

Françoise Choinière, *L'Autre avenue (Québec)*
Jean Montambeault, *Aux Trois Pivots (Trois-Rivières)*
Marie-Hélène Prigent, *Ressources Alternatives Rive-Sud (Longueuil)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*

Soutien aux comités

Financement

Le comité n'a pas tenu de rencontre cette année.

Lors de l'assemblée générale annuelle de mai 2015, les membres ont convenu qu'il n'y avait pas de nouveau mandat à donner au comité et de suspendre les travaux du comité pour l'instant en sachant qu'ils pourront être réactivés en cours d'année si un nouveau dossier le nécessitait. Il a aussi été convenu de garder le sujet du comité financement à l'ordre du jour de chaque assemblée générale annuelle pour voir si un mandat doit être donné.

Passerelles



Le comité a tenu deux conférences téléphoniques cette année. Une première pour préparer l'état de situation à présenter lors de l'assemblée générale annuelle de mai 2015 et une deuxième pour faire un retour sur la décision de l'assemblée et du conseil d'administration.

Ainsi, la situation des travaux du comité Passerelles et de l'implantation du projet par les OJA a été présentée au congrès. Il a été demandé aux membres de se prononcer sur la nécessité de poursuivre des travaux collectifs sur ce sujet lors de l'AGA. L'intérêt de connaître et de recenser les divers projets existant au sein des OJA a été soulevé. Il a aussi été proposé de créer un comité justice alternative en milieu scolaire qui définirait son mandat.

Lors de la réunion du conseil d'administration du 31 août et 1er septembre 2015, les membres du conseil d'administration ont convenu que comme la réflexion sur ce qu'est la justice alternative se poursuit encore, il serait préférable de reporter ces travaux à l'année prochaine.

Toutefois, par le biais des rapports d'activités des OJA, une recension des projets offerts par les OJA en milieu scolaire a été faite et a été présentée lors des journées de direction.

La cueillette de données sur l'implantation de Passerelles a permis de constater qu'au 31 mars 2015, Passerelles était actif dans 38 CPE, garderie ou préscolaire, 30 écoles primaires, 7 écoles secondaires et 3 Cégep.

Membres du comité

Pascal Ménard, *Programme Impact (Pointe-Claire)*

Olivier Ouellet, *L'Interface (Lévis)*

Josianne Pouliot, *Pacte Bois-Francs (Victoriaville)*

Marie-Hélène Prigent, *Ressources Alternatives Rive-Sud (Longueuil)*

Chantal Guillotte, *ROJAQ*

Soutien aux comités

Médiation citoyenne

Le mandat du comité pour cette année était l'organisation de la journée des médiateurs bénévoles, la certification des médiateurs bénévoles, l'élaboration d'une formation de formateurs, la création d'un bulletin médiation citoyenne, la bonification de la boîte à outils, la révision du formulaire de collecte des données quantitatives, faire le suivi des dossiers HLM et COOP et soutenir les OJA.

Le comité a tenu, cette année, sept rencontres régulières et une conférence téléphonique. De plus, le sous-comité travaillant sur la révision du bilan provincial a tenu deux conférences téléphoniques. Voici un résumé des différents dossiers traités par les membres du comité:

Journée des médiateurs bénévoles

Le samedi 9 mai 2015 avait lieu, au Centre communautaire Drummondville Sud à Drummondville, la 8^e journée provinciale des médiateurs bénévoles. Cette journée se voulait une occasion de formation, d'échanges et de rencontres avec d'autres médiateurs impliqués au sein des projets de médiation citoyenne de la province. C'est ainsi que 114 personnes provenant de 15 OJA ont pu participer aux différentes activités prévues. De plus, un album photo a été remis à chacun des participants.

Le thème de la journée était « la médiation, une pratique en évolution! ». En effet, le travail du médiateur a évolué depuis la mise en place des premières unités de médiation citoyenne en 2000. Différentes activités sont réalisées, toutes aussi importantes les unes que les autres. Quels en sont les objectifs, les impacts et les difficultés rencontrées? Quel est le rôle du médiateur? Voici les principaux éléments qui ont guidé l'animation et les échanges lors de cette journée. La journée s'est terminée par un survol des travaux réalisés au ROJAQ et de l'information a été donnée en lien avec l'entrée en vigueur prochaine du nouveau code de procédure civile. Finalement, les participants ont été consultés sur l'idée d'une image commune en médiation citoyenne.

Le comité a d'ailleurs préparé cette année la 9^e édition de cet événement qui aura lieu le 30 avril 2016.

Cueillette de données

Le comité a poursuivi sa cueillette de données annuelle concernant les activités de médiation citoyenne. À ce titre, on peut mentionner qu'en 2014-2015, 16 OJA accompagnaient 29 unités de médiation citoyenne au Québec et 197 médiateurs citoyens ont traité 995 demandes provenant de la communauté.

Par ailleurs, le comité a procédé à la révision de son formulaire de données quantitatives permettant de faire le bilan provincial. Il a aussi conçu un questionnaire de satisfaction pour les médiés en médiation citoyenne qui est maintenant entre les mains du comité recherche et évaluation. Le comité se penche maintenant sur un questionnaire permettant de faire un portrait des médiateurs et des activités réalisées.

Confédération québécoise des coopératives d'habitation du Québec

Cette année, le Guide de bon voisinage élaboré par le ROJAQ et la Confédération québécoise des coopératives d'habitation du Québec a été rendu disponible aux coopératives d'habitation et aux OJA.

Nouveau Code de procédure civile

Le ROJAQ a travaillé en collaboration avec le programme Pro Bono de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke où trois étudiants ont travaillé sur la création d'une capsule vidéo sur le nouveau Code de procédure civile à l'intention des médiateurs citoyens.



Soutien aux comités

Médiation citoyenne (suite)

Échange franco-québécois

Les contacts ont été maintenus par courriel avec le RE-NADEM (Réseau national d'accès aux droits et médiation) en France. Nous avons ainsi pu échanger sur nos travaux respectifs pour l'année.

Associations de juristes d'expression française

À la suite de la formation offerte aux Associations de juristes d'expression française de l'Alberta, du Manitoba et de la Colombie-Britannique en février 2015, les échanges ont été maintenus et du soutien particulier a été offert pour l'implantation d'un projet de médiation en Colombie-Britannique.

Bulletin médiation citoyenne

Le comité médiation citoyenne du ROJAQ a créé cette année un premier bulletin entièrement consacré à la médiation citoyenne.

En effet, afin de favoriser les contacts, la promotion et la diffusion de l'information, le comité médiation citoyenne du ROJAQ a décidé de mettre en place ce bulletin qui paraîtra deux fois par année, soit en décembre et en juin.

Afin que ce bulletin illustre bien le vécu et réponde aux besoins et préoccupations des gens travaillant en médiation citoyenne, la contribution des OJA et des médiateurs citoyens a été sollicitée.

Voici les thèmes ciblés qui seront présents dans chaque bulletin:

- Les coordonnées, Facebook, twitter des unités de médiation citoyenne
- Revue de presse
- Financement
- Annonces événements
- Activités et formations
- Nouvelles provinciales
- Promotion
- Nouvelles façons de faire (mode de fonctionnement de l'unité, contact avec les parties, etc.)
- Témoignages

Processus de certification et formation de formateurs

Conformément à la résolution prise par les membres lors de l'assemblée générale annuel de mai 2015, le comité a travaillé à l'élaboration d'un processus de certification comprenant un Règlement et des normes de pratiques en médiation citoyenne. Une première adoption a été faite par le conseil d'administration et le document a été acheminé aux OJA pour consultation en vue d'une adoption lors de l'assemblée générale annuelle du 2 juin 2016.

En complément au processus de certification, les membres du comité ont aussi amorcé une réflexion concernant une formation de formateurs.

Membres du comité

Marcy Bolos, *Programme Impact (Pointe-Claire)*

Stéphanie Fournier, *Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)*

Michèle Gariépy, *Pacte Bois-Francs (Victoriaville)*

Sandy Grenier, *Le Pont (Sherbrooke)*

Martine Poirier, *Commun accord (Drummondville)*

Lisa-Marie Roy, *L'Autre avenue (Québec)*

Nathalie Trudeau, *Justice alternative Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)*

Mylène Trudel, *Volteface (Shawinigan)*

Chantal Guillotte, *ROJAQ*

Soutien aux comités

Groupe de formation

Le mandat de cette année était d'offrir la formation de base en médiation pénale, de redonner la formation continue, de déterminer et offrir une nouvelle formation continue, de déterminer et offrir une formation pour les médiations en peines spécifiques ainsi que de poursuivre les supervisions et discussions de cas.

Le groupe de formation s'est réuni à quatre reprises et a traité des différents points en lien avec le mandat du comité. Ainsi, la formation de base en médiation pénale a été donnée à deux reprises, la formation continue a été redonnée, le contenu de la prochaine formation continue qui sera offerte dans les deux prochaines années est en cours d'élaboration et les réflexions sur une formation particulière pour les demandes de médiation dans le cadre des peines spécifiques se sont poursuivies. Du soutien aux formateurs dans leur mandat de supervision a aussi été offert.

Membres du groupe de formation

Marie-Eve Lamoureux, Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)
Evelyne Leblanc, Aux trois pivots (Trois-Rivières)
Katy Miron, Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)
Jean Montambeault, Aux trois pivots (Trois-Rivières)
Mélissa Morency, L'Autre avenue (Québec)
Luc Simard, L'Interface (Lévis)
Nathalie Trudeau, Justice alternative Richelieu Yamaska (St-Hyacinthe)
Sonia Vallée, Commun Accord (Drummondville)
Serge Charbonneau, ROJAQ
Chantal Guillotte, ROJAQ

Formations offertes en médiation pénale

Huit (8) personnes ont pu bénéficier de la formation de base en médiation pénale donnée en avril 2015 et janvier 2016.

De plus, la formation continue visant à soutenir et consolider l'intégration des habiletés et connaissances abordées lors des formations obligatoires des trois dernières années pour la médiation pénale en sanctions extrajudiciaires a été offerte une dernière fois en novembre 2015. Six (6) personnes ont pu en bénéficier.

Unité d'accréditation

L'unité d'accréditation a pour rôle la coordination générale, la distribution des certificats d'accréditation, l'enregistrement de l'identité et des coordonnées des médiateurs accrédités, le suivi de leur dossier, ainsi que le renouvellement des accréditations. Le secrétariat assure l'application et l'administration des décisions prises par l'unité d'accréditation.

L'unité a tenu une conférence téléphonique et plusieurs échanges de courriel durant l'année visant essentiellement la reconnaissance de formations, les demandes de prolongation de délai et le renouvellement des accréditations. Au 31 mars 2016, 49 médiateurs ont renouvelé leur accréditation, 9 médiateurs se sont prévalus de la clause de mise en veille et 17 médiateurs pénaux sont en processus d'accréditation. On peut ajouter les 27 médiateurs accrédités qui devront renouvelé leur accréditation en 2016, 2017 et 2018.

Membres de l'unité d'accréditation

Nadine Bernatchez, présidente, REPARS (Joliette)
Chantal Guillotte, secrétaire, ROJAQ

Soutien aux comités

Recherche et évaluation

En lien avec l'évaluation des services offerts par les OJA, le mandat de ce nouveau comité est de déterminer ce qui doit faire l'objet d'évaluation et comment, déterminer les données à recueillir, élaborer les outils nécessaires à l'évaluation des activités des OJA et consulter les comités visés, si nécessaire.

Le comité s'est réuni à trois reprises cette année. Il a travaillé à définir les objectifs de la cueillette de données ainsi que l'utilisation éventuelle de ces données. De plus, il a dressé une liste des étapes préalables à effectuer (base de données, certificat éthique, validation des questions, projet pilote, etc...).

Le comité travaille en collaboration avec M. Michel Rousseau et Mme Sylvie Hamel de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Le comité a débuté la révision des questionnaires qui ont été élaborés afin de pouvoir les faire valider auprès d'usagers pendant l'été.

Membres du comité

Jean Montambeault, *Aux trois pivots (Trois-Rivières)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*

Justice alternative et image commune

Le mandat de ce nouveau comité est de finaliser la définition de la justice alternative, déterminer ce qui doit faire l'objet d'une image commune, élaborer l'image commune, consulter les membres et bénévoles ainsi que réfléchir au dépliant et au site WEB du ROJAQ.

Le comité s'est réuni à quatre reprises cette année. Les membres du comité ont réfléchi au mandat du comité, pris en compte les diverses résolutions prises lors de l'AGA en lien avec le sujet de ce comité, ont dressé un plan de travail et réfléchi aux services communs au sein des OJA et à la définition de la justice alternative. Un exercice de réflexion sur ce sujet a aussi été animé lors des journées de direction en janvier 2016.

Grâce au programme « Bénévoles d'affaires », le comité a aussi bénéficié du soutien de Marie-Noëlle Paquette-Fugère, bénévole en communication.

Membres du comité

Marie-Claude Boies, *L'Interface (Lévis)*
Julie Dumont, *L'Autre avenue (Québec)*
Pierre Marcoux, *Le Pont (Sherbrooke)*
Nathalie Motreff, *Justice alternative Gaspésie-Sud (Maria)*
Marie-Hélène Prigent, *Ressources alternatives Rive-Sud (Longueuil)*
Joane Vandal, *L'Avenue, organisme de justice alternative (Repentigny)*
Serge Charbonneau, *ROJAQ*
Chantal Guillotte, *ROJAQ*
Ainsi que
Marie-Noëlle Paquette-Fugère, *bénévole en communication*

Événements

Congrès et assemblée générale annuelle 2015

Cette année, le congrès était constitué d'une journée de formation en démarche de réparation et travaux bénévoles, et d'une journée de congrès. Le tout s'est déroulé au Manoir du Lac Delage les 26 et 27 mai 2015 alors que l'assemblée générale annuelle a eu lieu le 28 mai 2015. 99 personnes étaient présentes le mardi, 98 le mercredi et 31 le jeudi.

Lors de la journée de congrès, les participants ont pu assister:

- à la conférence de Mme Sylvie Hamel, professeur au département de psychoéducation à l'UQTR et chercheuse au CICC, ayant pour thème: Nouvelle loi et nouvelles opportunités pour l'intervention?,
- au témoignage de M. Gilles E. Néron, ancien conseiller en communication victime de diffamation dans les années 90,
- au témoignage de Mmes Clara Breton-Houle et Caroline Houle sur leur parcours à la suite d'une victimisation,

- et à une présentation de Serge Charbonneau et Chantal Guillotte sur le concept de justice alternative au sein des OJA.

Par la suite, les participants ont pu échanger en atelier sur la justice alternative en lien avec les présentations du matin et faire part de leurs opinions sur les orientations en médiation citoyenne et scolaire. La journée s'est terminée avec un survol des travaux du ROJAQ et un suivi sur la mise à jour du logiciel VISION, logiciel de gestion des demandes LSJPA.

Lors de l'assemblée générale annuelle, outre la présentation des points habituels (rapports d'activités, rapport financier, prévisions budgétaires, etc...), les membres ont pris plusieurs orientations qui guideront les travaux futurs du ROJAQ entre autres sur l'image commune, la certification des médiateurs citoyens, la justice alternative, les délais, l'évaluation des activités des OJA, le PMR, le financement et la médiation scolaire.

Journées de direction 2016

Les directeurs et directrices des OJA se sont réunis les 27 et 28 janvier 2016, à Québec. Les journées de direction ont pour objectifs d'échanger sur les orientations du ROJAQ, ainsi que d'entendre les directions et de favoriser l'adhésion des OJA à ce sujet.

Parmi les principaux sujets abordés, on retrouve: les informations générales sur les représentations du ROJAQ et les travaux des comités de travail ainsi qu'une journée complète de consultation quant aux orientations dans les dossiers suivants: justice alternative et image commune, plan de communication, DRTB, code d'éthique et gestion.

Communication et données

Site internet

Le site internet est un moyen efficace pour présenter les services des OJA et du regroupement, de même que pour faire connaître les unités de médiation citoyenne. De plus, le volet extranet du site permet aux OJA d'avoir accès à plusieurs documents et outils provinciaux.

C'est pourquoi, cette année, plusieurs travaux ont été amorcés pour rendre le site plus fonctionnel et convivial. Ces travaux se poursuivront l'année prochaine afin de revoir le contenu proposé, entre autres en conformité avec les travaux sur l'image commune des OJA.

Par ailleurs, le ROJAQ est maintenant actif sur Facebook.

Le site internet du ROJAQ en chiffre du 1/04/2015 au 31/03/2016

11 880 visites, 7 778 utilisateurs

29 927 pages vues

2.52 pages par visite

Temps moyen passé sur le site : 00:02:42

63,14% de nouvelles visites

Bulletin du ROJAQ

Le bulletin est paru 2 fois cette année. Dans chaque édition, l'objectif était de donner le maximum d'informations sur les travaux en cours au regroupement concernant entre autres les comités de travail, le conseil d'administration et les représentations.

Les listes de diffusion

En plus du site internet et du bulletin, plusieurs listes de diffusion existent pour faciliter les échanges entre les organismes. Ces listes de diffusion sont utilisées pour faire passer toutes sortes d'informations aux membres.

listeoja@rojaq.qc.ca : pour les messages à destination des organismes et de leurs employés.

directionsoja@rojaq.qc.ca : pour les échanges entre les directions.

D'autres listes ont aussi été créées pour faciliter les échanges entre les membres des comités, les organes décisionnels ou pour des recherches spécifiques.

Liste des données

Le regroupement a fait la recension de plusieurs données pour l'année 2014-2015 reliées aux activités des organismes. Les compilations de ces données sont disponibles au ROJAQ et ont été présentées dans les différents bulletins de l'année 2015-2016.

Quelques exemples de données compilées:

- bilans des demandes LSJPA;
- données Passerelles;
- données sur la médiation citoyenne;
- nombre de victimes ouvertes à la médiation.

Soutien informatique

Dans la continuité des services dispensés aux membres, il y a le soutien pour le logiciel Vision pour les mises à jour, l'utilisation et les bilans ainsi que du soutien informatique.

Représentations

Concertation et collaboration en bref

Au Québec:

Avec le ministère de la Santé et des services sociaux ainsi que la Table des directeurs provinciaux

Avec le ministère de la Sécurité publique

- *Comité consultatif de la direction de la prévention et de l'organisation policière*
- *Direction de la prévention et de l'organisation policière*

Avec le ministère de la Justice

- *programme de mesure de rechange*
- *Fonds d'accès justice*

Avec la direction des poursuites criminelles et pénales et le Bureau des affaires jeunesse

Avec la magistrature (Séminaire Jeunesse)

Commissions

- *Commission parlementaire itinérante sur les agressions sexuelles*
- *Projet de loi 51, Code de procédure pénale*

Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale

Avec le milieu universitaire et de la recherche

- *Centre international de criminologie comparée*
- *Université Laval à Québec*
- *Université du Québec à Trois-Rivières*
- *Projet ADAJ sur l'accès des citoyens au droit et à la justice*
- *Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal*
- *Université de Sherbrooke—Pro Bono Students Canada*

Avec le milieu associatif

- *Association québécoise Plaidoyer-Victimes*
- *Institut de médiation et d'arbitrage du Québec*
- *Barreau de Montréal*
- *ASSOJAQ*
- *Confédération québécoise des coopératives d'habitation*
- *Association des services de réhabilitation sociale du Québec*
- *Association des familles de personnes assassinées ou disparues*

Au Canada

- *Association des juristes d'expression française de l'Alberta, du Manitoba et de la Colombie-Britannique*
- *Service correctionnel du Canada*
- *Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)*

Au niveau international

- *Mission provenant de la Belgique*
- *Lettre électronique de la médiation de langue française*
- *Échange franco-québécois sur les dialogues*
- *Formation avec l'Institut français de la justice restaurative en France*
- *Invitation du consulat du Chili*
- *Invitation de l'Université de Florianopolis au Brésil*

Représentations

Au Québec

Avec le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que la Table des directeurs provinciaux

La création des CISSS et la disparition de l'ACJQ ont eu des impacts sur les travaux de collaboration que le ROJAQ avait avec les Centres jeunesse, le MSSS et la table des directeurs provinciaux.

En effet, plusieurs comités n'ont pas tenu de rencontre cette année (comité de suivi LSJPA, comité intersectoriel) ou ont cessé leurs activités (Comité tripartite et sous-comité mise à jour entente-cadre). De plus, le ROJAQ n'a pas eu de suites sur le Groupe de travail sur la médiation pénale à l'exception du fait que le rapport a été reçu par le MSSS et qu'il y a des recommandations sur lesquelles le MSSS veut se faire une opinion avant de réunir le comité.

Malgré tout, Isabelle Jean (OJA Longueuil) et Serge Charbonneau (ROJAQ) ont rencontré les directeurs provinciaux le 17 avril 2015, afin de présenter les travaux relatifs à la réforme des pratiques pour les mesures de travaux communautaires et bénévoles.

En ce qui concerne les contacts avec nos représentants du MSSS, ils se sont maintenus bien que les résultats n'aient pas été à la hauteur des attentes du ROJAQ. En effet, le dossier de l'attribution de sommes d'argent dans le cadre de l'entente spécifique n'a pas avancé puisque la réalité associative des OJA du Québec ayant évolué, cela les obligeait à réviser les stratégies pour s'assurer que les mesures financées par l'État rejoignent l'ensemble des organismes concernés tout en répondant aux besoins identifiés par leurs organisations. Une consultation aurait été faite par le MSSS auprès des directeurs provinciaux afin de préciser leurs besoins en ce qui a trait à l'harmonisation des services offerts par les OJA et que les attentes pourraient faire l'objet d'une entente liée à du financement. Au 31 mars 2016, le ROJAQ n'a toujours pas été convié à une rencontre à ce sujet.

Avec le ministère de la Sécurité publique

- Comité consultatif de la direction de la prévention et de l'organisation policière

Le ROJAQ a participé à quatre rencontres de ce comité chargé de revoir le cadre et les conditions d'application des mesures administrées par les policiers et de coordonner les actions des différents partenaires afin de maximiser les interventions policières à l'égard des jeunes contrevenants. Les résultats de l'implantation des nouvelles procédures ont été regardés, dont les délais et le retrait de la consultation du DPCP. En bref, le constat principal est une méconnaissance générale des nouvelles procédures pour les policiers. L'importance de mettre en place une formation uniforme pour les policiers est ressortie.

- Direction de la prévention et de l'organisation policière

Le ROJAQ a été sollicité par le ministère de la Sécurité publique pour déposer une offre de service visant à offrir de la formation en médiation pour les travailleurs de rue et de milieu dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018.

Avec le ministère de la Justice

- Programme de mesure de rechange

Les contacts se sont poursuivis au cours de l'année avec les représentants du ministère de la Justice en lien avec la création de projets pilotes pour l'implantation d'un programme de mesure de rechange pour la clientèle adulte.

- Fonds d'accès justice

Les contacts se sont poursuivis avec les représentants du Fonds d'accès justice. Ainsi, le 28 avril 2015, le ROJAQ les a rencontrés pour discuter des modes de prévention et de règlements des différents en fonction du nouveau code de procédure civile. La rencontre a permis de discuter des possibilités qui s'offriront aux citoyens, de notre contribution possible et des avantages de nos services. Les modalités de supervision de nos unités de médiation citoyenne ont également été décrites.

Par ailleurs, en juin 2015, un dépôt collectif des rapports d'activités des projets de médiation citoyenne financés a été fait, le tout accompagné d'un document synthèse

Représentations

Au Québec (suite)

produit par le ROJAQ.

Des contacts téléphoniques ont aussi été maintenus concernant le processus de certification en médiation citoyenne, le suivi des projets financés et la participation à des activités des OJA afin de mieux connaître les services offerts, leur fonctionnement et l'approche utilisée.

Avec la direction des poursuites criminelles et pénales

Des contacts ont été maintenus tout au long de l'année. Parmi les sujets d'intérêt commun, on retrouve le programme de mesure de rechange prévu au Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et les compétences et processus d'encadrement de la médiation pénale.

Avec la magistrature

Le 21 avril 2015, Serge Charbonneau (ROJAQ) a présenté les résultats des travaux concernant la mesure de travaux bénévoles aux juges de la Cour du Québec, chambre à la jeunesse, qui étaient réunis pour un séminaire de travail. Parmi les points discutés, on retrouve les particularités du travail ainsi que les défis et la perte du sens de la mesure lorsque le nombre d'heures ordonné est important.

Commissions

- Commission parlementaire itinérante sur les agressions sexuelles

Le 8 septembre 2015, Serge Charbonneau du ROJAQ participait à la Commission parlementaire itinérante sur les agressions sexuelles en Outaouais, compte tenu du grand nombre d'organisations qui voulaient intervenir à Montréal. Le ROJAQ a fait valoir la valeur de la démarche non judiciaire, signalant qu'elle constitue une forme de dénonciation appropriée dans certaines circonstances et la position à savoir que la médiation produit des résultats importants même dans les dossiers de nature sexuelle a été maintenue.

- Projet de loi 51, Code de procédure pénale

La Commission des institutions a procédé à des consultations particulières et a tenu des auditions publiques sur le projet de loi n° 51, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives. Pierre Marcoux, président (OJA Le Pont) et Chantal Guillotte (ROJAQ) se sont présentés devant la Commission le 23 septembre 2015, à l'hôtel du Parlement.

Leurs interventions visaient plus particulièrement l'objectif de dissuasion et les articles 1 et 18 du projet de loi touchant le Code de procédure pénale visant à augmenter les montants maximums de 100\$ à 500\$ et même 1000\$ dans certains cas.

Ainsi, ils ont mentionné l'inefficacité démontrée de la dissuasion chez les adolescents, l'incohérence entre les objectifs et les mesures en LSJPA versus ce qui est proposé à l'égard des adolescents dans le cadre du Code de procédure pénale, la capacité de payer des adolescents, la difficulté d'avoir accès aux mesures de travaux compensatoires et l'augmentation possible du nombre d'heures si les amendes augmentent.

Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale

Le ROJAQ a été invité et a participé à trois rencontres du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale. L'objectif est de faire connaître l'existence du forum à la population en intervenant sur la place publique, afin que la population soit informée que tous les principaux acteurs du système de justice sont réunis autour d'une même table afin de pallier aux difficultés du système de justice. Il a été également convenu de mettre sur pied un groupe de travail qui verra à identifier une stratégie pour augmenter les référencements entre organismes, afin de rendre la tâche plus simple pour la population.

De plus, le ROJAQ a adopté la Déclaration de principes sur l'accès à la justice civile et familiale.

Représentations

Au Québec (suite)

Avec le milieu universitaire et de la recherche

- Centre international de criminologie comparée

À titre de chercheur régulier, Serge Charbonneau (ROJAQ) est membre du CICC.

- Université Laval à Québec

Plusieurs projets sont réalisés en collaboration avec l'université Laval et plus particulièrement avec Mme Catherine Rossi, professeure et chercheure, entre autres l'organisation du symposium 2015 sur la justice réparatrice. De plus, le ROJAQ a été invité dans les cours de Mme Rossi afin de parler de médiation.

- Université du Québec à Trois-Rivières

Mme Sylvie Hamel et M. Michel Rousseau offrent leur soutien aux travaux du comité du ROJAQ sur la recherche et l'évaluation des services offerts par les OJA.

- Projet ADAJ sur l'accès des citoyens au droit et à la justice

Le ROJAQ a assisté à une rencontre qui réunissait une soixantaine de personnes, toutes engagées dans un vaste projet de recherche coordonné par M. Pierre Noreau, de la faculté de droit de l'Université de Montréal. Ce projet vise à documenter les différentes initiatives d'accès au droit et d'accès à la justice. Le projet de recherche a trois axes principaux, dont un qui traite des nouvelles initiatives en matière d'accès à la justice. C'est dans cette dimension de la recherche que le ROJAQ est partenaire.

- Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal

Le 13 octobre 2015, le ROJAQ a été sollicité par la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal afin de connaître son opinion sur le programme offert par la FEP en criminologie.

- Université de Sherbrooke—Pro Bono Students Canada

Voir page 8 du présent rapport d'activités.

Avec le milieu associatif

- Association québécoise Plaidoyer-Victimes

L'Association québécoise Plaidoyer-Victimes a organisé, le 14 octobre 2015, un forum de discussion sur le thème suivant: Les victimes dans le système de justice pénale pour les adolescents: peuvent-elles vraiment exercer leurs droits et recours? Serge Charbonneau du ROJAQ faisait partie des panélistes invités.

- Institut de médiation et d'arbitrage du Québec

Le ROJAQ a participé cette année à trois (3) rencontres du comité des regroupements de l'IMAQ où il y a des échanges d'informations sur les activités en médiation.

- Barreau de Montréal

Le 10 novembre 2015, Jean Montambeault, vice-président du ROJAQ, a participé à la 8e Table ronde sur la justice participative.

- Confédération québécoise des coopératives d'habitation

Voir page 8 du présent rapport d'activités.

- Association des services de réhabilitation sociale du Québec

Le ROJAQ a produit un texte sur la justice réparatrice pour la revue Portes ouvertes de l'ASRSQ.

- Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD)

L'Association des familles de personnes assassinées ou disparues a organisé, le 17 octobre 2015, un atelier sur la justice réparatrice et la médiation pénale. Serge Charbonneau du ROJAQ et médiateur accrédité pour le Service correctionnel Canada a fait une présentation dans le cadre de cet atelier.

Représentations

Au Canada

- Association des juristes d'expression française de l'Alberta, du Manitoba et de la Colombie-Britannique

Voir page 9 du présent rapport d'activités.

- Service correctionnel du Canada

Le ROJAQ, en collaboration avec l'Autre Avenue, l'Interface et l'Université Laval, a organisé avec le soutien du Service correctionnel du Canada, le Symposium national sur la justice réparatrice qui a eu lieu à Québec en novembre 2015.

- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC)

Le ROJAQ a obtenu du financement pour une mission exploratoire du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) dans le cadre du Programme d'appui à la francophonie canadienne pour son projet : LSJPA, échanges sur les pratiques dans la communauté.

Ce projet vise à mieux connaître ce qui se fait en français dans d'autres provinces canadiennes en matière de justice pour les adolescents. Comme le ROJAQ et ses membres sont à réviser leurs normes de pratiques entre autres en matière de travaux communautaires et de médiation contrevenants-victimes, le but est donc de visiter trois provinces canadiennes afin de trouver et d'établir des partenariats avec des associations et des praticiens travaillant dans le cadre de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents afin de partager connaissances et compétences dans ce domaine et voir comment cela peut s'intégrer à l'offre de service des organismes de justice alternative.

Malgré les nombreux contacts effectués, le projet n'a pas pu se réaliser cette année. Il est donc reporté à l'année prochaine.

International

- Mission provenant de la Belgique

Le ROJAQ a accueilli une mission d'intervenants belge le 15 mai 2015. La rencontre s'inscrivait dans leur démarche afin de développer les mesures de développement des habiletés sociales. L'équipe provenait de l'organisme Escala, située à Bruxelles. Outre cette dimension, notre pratique en médiation et en travaux communautaires a été présentée. La délégation a d'ailleurs visité des OJA membres afin d'approfondir et mieux intégrer nos pratiques.

- Lettre électronique de la médiation de langue française

M. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, de Lyon en France, a sollicité le ROJAQ pour écrire un texte sur la médiation scolaire au Québec dans le cadre du projet de lettre électronique sur la médiation de langue française. Ce bulletin devrait paraître 2 à 3 fois par année et le ROJAQ sera sollicité pour écrire des articles.

- Échange franco-québécois sur les dialogues

Dans le cadre d'un projet en partenariat avec l'Université Laval et le Centre de service de justice réparatrice, le ROJAQ a participé à un échange avec l'INAVEM et l'Institut français de justice restaurative visant à produire un état de situation des formes de dialogue auteur-victime développées en France et au Québec. Ainsi, dans la période du 26 au 30 octobre 2015, Serge Charbonneau s'est rendu en France pour y rencontrer différents services de médiation prenant place en communauté et dans les établissements de détention. Pour nos collègues français, le Symposium sur la justice réparatrice tenue à Québec les 16 et 17 novembre 2015 était le principal élément de leur visite au Québec.

- Formation avec l'Institut national de justice restaurative en France

Du 14 au 18 décembre 2015, Serge Charbonneau (ROJAQ), en collaboration avec M. Robert Cario de l'Institut français de justice restaurative, a offert de la formation en France à des intervenants au sein d'organismes

International (suite)

d'aide aux victimes et de l'administration pénitentiaire. La formation portait sur la médiation dans les cas de crimes graves, appelée en France médiation restaurative.

Par ailleurs, il est déjà prévu que Serge Charbonneau offre à nouveau la formation en France à des intervenants de l'administration pénitentiaire en juin 2016.

- **Invitation du consulat du Chili**

Le 11 novembre 2015, Serge Charbonneau (ROJAQ) a fait une présentation du développement de la médiation et de la justice réparatrice au sein du système de justice des mineurs au Québec devant l'ensemble des procureurs de la couronne chargés des dossiers jeunesse pour la région de Santiago. Le développement de la médiation dans les cas de crimes graves a aussi été présenté. Le 12 novembre 2015, une intervention a été faite dans le cadre du 2e symposium international de justice juvénile, organisé par SENAME, principale organisation de services pour les contrevenants mineurs.

- **Invitation de l'Université de Florianópolis au Brésil**

Le 13 novembre 2015, M. Charbonneau (ROJAQ) a participé au congrès de justice réparatrice de Florianópolis au Brésil. Ses interventions avaient pour thème principal la non-judiciarisation et la justice réparatrice.

Le ROJAQ est membre de :

La Table provinciale des regroupements d'organismes communautaires et bénévoles

L'Association québécoise Plaidoyer-Victimes

L'Association canadienne de justice pénale

La Société de criminologie du Québec

Serge Charbonneau, directeur, est chercheur régulier au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal.

Colloques et formations

Symposium national sur la justice réparatrice

Les 16 et 17 novembre 2015 a eu lieu à l'hôtel Delta de Québec le Symposium national sur la justice réparatrice. L'événement était organisé par le ROJAQ, en collaboration avec l'Université Laval ainsi que les organismes de justice alternative l'Autre Avenue et L'Interface. L'événement a réuni 270 personnes.

En plus des participants du Canada (Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Nunavut, Ontario, Québec, Saskatchewan et Yukon), le Symposium a pris une couleur internationale avec la participation de gens de la Belgique, de France, de Suisse et des États-Unis.

Nous avons eu le privilège d'assister à des allocutions d'ouverture, des témoignages et des conférences plénières très intéressantes grâce à :

- Mme la ministre de la Justice Stéphanie Vallée – Québec
- Me Annick Murphy, Ad. E. Directrice des poursuites criminelles et pénales – Québec
- Mme Carmen G. Quintana, attachée scientifique de l'ambassade du Chili à Montréal
- M. Mark Umbreit, Professor, Director, Centre for Restorative Justice and Peacemaking, University of Minnesota
- Mme Arlène Gaudreault, présidente, Association québécoise Plaidoyer-Victimes
- M. Robert Cario, professeur émérite, président, Institut français pour la Justice Restaurative
- M. Lode Walgrave, professeur émérite, Université Leuven, Belgique

De plus, les participants ont pu avoir accès à une variété de conférences parmi les 27 ateliers offerts.

Lors de l'événement, il y a eu présentation et remise du prix national de la justice réparatrice Ron Wiebe. La lauréate de cette année est Mme Jennifer Llewellyn, professeure de droit Viscount Bennett à la Schulich School of Law à l'Université Dalhousie, à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Colloque de l'IMAQ

Chantal Guillotte (ROJAQ) et Pierre Marcoux, président du ROJAQ, étaient présents au colloque de l'IMAQ portant sur le nouveau Code de procédure civile.

Médias

Film L'Empreinte

Écrit et réalisé par Carole Poliquin et Yvan Dubuc.

Serge Charbonneau du ROJAQ, ainsi que quelques OJA, ont participé à ce film où Roy Dupuis nous entraîne dans une quête visant à trouver des réponses à ces questions récurrentes dans notre histoire : Qui sommes-nous? Quelles sont les valeurs qui fondent notre identité, notre sentiment d'appartenance au Québec? Et d'où les tenons-nous?

<http://lempreinte.quebec/videos-inedites/> (Dans recherche par thème, justice, pour avoir accès à des vidéos impliquant le ROJAQ et des OJA membres)

Série Justice

Le ROJAQ, ainsi que quelques OJA, ont contribué à cette série documentaire de trois épisodes diffusés à Télé-Québec qui dresse un portrait percutant de la justice telle que vécue par trois archétypes du système judiciaire : le jeune contrevenant, la victime d'acte criminel et l'ex-détenu. Un accès inédit à des histoires humaines bien réelles, qui confrontent et ébranlent les préjugés.

<http://justice.telequebec.tv/>

Faire justice autrement

Serge Charbonneau du ROJAQ a participé à l'émission Faire justice autrement. diffusée sur Radio VM (91,3 FM Montréal).

http://miguelesquirol.com/csjr.org/csjr/fairejusticeautrement/FAIRE%20JUSTICE%20AUTREMENT%20-%2020160211_0900%20-%20M%20Lavigne.mp3

Liste des membres

Justice alternative Lac St-Jean - Alma

530, rue Collard Ouest #101
Alma, QC G8B 1N3
Téléphone : (418) 662-8314
Télécopieur : (418) 662-6635
justicealternativesj@qc.aira.com

CoNVERjaNCE Manicouagan - Baie-Comeau

766, rue Bossé
Baie-Comeau, QC G5C 1L6
Téléphone : (418) 589-6566
Télécopieur : (418) 589-6317
mesbaie@globetrotter.net

Commun Accord - Drummondville

948, boul. St-Joseph #101
Drummondville, QC J2C 2C5
Téléphone : (819) 477-5836
Télécopieur : (819) 477-1526
communaccord@cgocable.ca

REPARS - Joliette

200, rue De Salaberry #106
Joliette, QC J6E 4G1
Téléphone : (450) 755-3815
Télécopieur : (450) 755-4540
repar@cepap.ca

L'Alter Égaux - La Tuque

318, rue Scott
La Tuque, QC G9X 1P1
Téléphone : (819) 523-8274
Télécopieur : (819) 676-5006
lalteregaux@lttc.ca

L'Interface - Lévis

5955, rue St-Laurent #205
Lévis, QC G6V 3P5
Téléphone : (418) 834-0155
Télécopieur : (418) 834-3950
interface@interfaceoja.com

Ressources alternatives Rive-Sud-Longueuil

620, boul. Sainte-Foy
Longueuil, QC J4J 1Y9
Téléphone : (450) 647-9024
Télécopieur : (450) 647-9027
rars@b2b2c.ca

Ressources alternatives Maskinongé-Louiseville

121, Petite-Rivières, local 25
Louiseville, QC J5V 2H3
Téléphone : (819) 228-8693
Télécopieur : (819) 228-8349
ramaski@cgocable.ca

Justice alternative Gaspésie-Sud - Maria

549, boul. Perron
Maria, QC G0C 1Y0
Téléphone : (418) 759-3016
Télécopieur : (418) 759-5077
majgapsud@globetrotter.net

Avenues citoyennes - Nicolet

690, rue Mgr Panet #109
Nicolet, QC J3T 1W1
Téléphone : (819) 293-8671
Télécopieur : (819) 293-8671
avenuescitoyennes@sogetel.net

Programme Impact (YMCA) - Pointe-Claire

230, boul. Brunswick
Pointe-Claire, QC H9R 5N5
Téléphone : (514) 630-9864 #5202
Télécopieur : (514) 694-9627
jean.laurent@ymcaquebec.org

L'Autre avenue - Québec

6780, 1ère Avenue, # 310
Québec, QC G1H 2W8
Téléphone : (418) 648-6662
Télécopieur : (418) 648-8903
lautreavenue@megaquebec.net

L'Avenue, justice alternative - Repentigny

50, rue Thouin, bureau 200 A
Repentigny, QC J6A 2Z6
Téléphone : (450) 581-1459
Télécopieur : (450) 581-1453
lavenue@videotron.ca

Justice alternative de l'Est - Rimouski

5, rue St-Paul #2
Rimouski, QC G5L 1S8
Téléphone : (418) 722-9005
Télécopieur : (418) 722-9082
lise.beaulieu@ojarimouski.org

Liste des membres (suite)

Justice alternative du KRTB - Rivière-du-Loup

299, rue Lafontaine #301
Rivière-du-Loup, QC G5R 3A9
Téléphone : (418) 867-4083
Télécopieur : (418) 867-8721
ojakrtb@ojakrtb.ca

Justice alternative Saguenay - Saguenay

152, rue Racine Est - CP 8174
Chicoutimi, QC G7H 5B7
Téléphone : (418) 698-2400
Télécopieur : (418) 698-5977
justicealternativesaguenay@videotron.ca

La Croisée - Sept-Îles

652, avenue De Quen 2ème étage
Sept-Îles, QC G4R 2R5
Téléphone : (418) 962-0173
Télécopieur : (418) 968-9376
direction@la-croisee.ca

Volteface - Shawinigan

1512, avenue St-Marc
Shawinigan, QC G9N 2H4
Téléphone : (819) 537-7565
Télécopieur : (819) 537-3202
ojavolteface@ojavolteface.ca

Le Pont - Sherbrooke

437, rue Wellington Sud
Sherbrooke, QC J1H 5E2
Téléphone : (819) 565-2559
Télécopieur : (819) 565-9855
info@lepontoja.org

Justice Alternative Richelieu-Yamaska – St-Hyacinthe

600, boul. Casavant Ouest #102
St-Hyacinthe, QC J2S 7S3
Téléphone : (450) 773-8940
Télécopieur : (450) 773-9561
corporation@justicealternative.ca

Aide aux jeunes contrevenants de Beauce - St-Joseph-de-Beauce

135A, rue Ste-Christine
St-Joseph-de-Beauce, QC G0S 2V0
Téléphone : (418) 397-6578
Télécopieur : (418) 397-6522
ajcb@axion.ca

Aux trois Pivots - Trois-Rivières

543, rue Laviolette
Trois-Rivières, QC G9A 1V4
Téléphone : (819) 372-9913
Télécopieur : (819) 372-4910
corporation@aux3pivots.com

Pacte Bois-Francs - Victoriaville

59, rue Monfette #252
Victoriaville, QC G6P 1J8
Téléphone : (819) 752-3551
Télécopieur : (819) 752-3968
pacte@pacte.ca

Consultants et collaborateurs

M. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, chercheur au CNRS et professeur Université Lyon II
M. Yves Goyette, Info-Montréal
M. Patrick Lavoie, programmeur
Me Paul Monty, avocat
Marie-Noëlle Paquette-Fugère, bénévole en communication
Mme Catherine Rossi, Professeure et chercheure, Université Laval
M. Jean Samson, Samson Groupe Conseil